

ACTUALITÉS INTERNATIONALES & FÉMINISTES

SOUDAN DU SUD

400 dirigeantes politiques africaines réunies dans la première Conférence Internationale sur le “Leadership transformationnel”

Entre le 13 et le 15 février s’est tenue une Conférence Internationale qui a rassemblé 400 femmes leaders issues de 15 pays africains au Soudan du Sud. Les sujets sont vastes : leadership et gouvernance, crise climatique, challenges économiques, accès à l’éducation et violence basées sur le genre - autant d’enjeux qui affectent particulièrement les filles et les femmes sud-soudanaises. La Conférence est sponsorisée par différentes missions et programmes de l’ONU, notamment le programme UNMISS (Mission des Nations Unies au Soudan du Sud), dirigé par Sara Beysolow Nyanti, originaire du Libéria. Cette dernière a souligné la “résilience et la détermination des femmes du Soudan du Sud comme étant une grande source d’inspiration”.

L’un des objectifs de l’événement est d’insister sur l’importance de la participation pleine et entière à la vie démocratique et politique des femmes afin d’avancer vers la paix. Considéré comme “le plus jeune état du monde”, le Soudan du Sud n’existe que depuis une dizaine d’années, plus précisément depuis le 9 juillet 2011. Cette indépendance qui a coûté la vie et le déplacement de millions d’individus continuait pourtant d’inquiéter : le Soudan du Sud a pris avec lui la majorité des ressources minières au Soudan, possède peu d’infrastructures et un régime politique instable. En 2013, une nouvelle guerre civile a éclaté ; en 2021, 8 millions de personnes souffrent de malnutrition aiguë dans cette région, chiffre toujours en hausse.

Un accord de paix a été signé en 2018 mais de nombreux programmes n’ont toujours pas été implantés, notamment celui relatif aux femmes, à la paix et à la sécurité.

Cette conférence sponsorisée par l’ONU vient donc à un moment charnière, 2023 sera l’année “Make or Brake” pour le pays selon Sara Beysolow Nyanti. Pour cela, la conférence met l’accent sur la nécessité d’inclure les femmes dans les processus de paix et de prendre en compte les violences particulières qu’elles ont subi durant cette guerre civile. Jusqu’à aujourd’hui, peu d’efforts sont fournis par le gouvernement pour laisser les femmes s’exprimer : un principe de quotas a été signé dans le cadre des Accords de paix de 2018 (au minimum 35% de femmes dans le gouvernement transitoire), mais ce dernier n’est pas respecté et les femmes sont toujours sous-représentées et sans pouvoir décisionnel ou de consultation suffisants pour répondre aux enjeux globaux du processus de paix.

Amina J. Mohammed a pour cette occasion évoqué le pouvoir du “transformational leadership”, jargon onusien pour qualifier la nécessité d’un exercice politique inclusive, réflexif et tourné vers l’avenir - qui ne peut donc se passer des femmes. Cette conférence au Soudan du Sud est donc essentielle, tant par la collaboration interétatique qu’elle entend construire que pour visibiliser la nécessité de processus de paix qui ne laisse pas de côté la moitié de sa population sur le motif de son sexe.

Sources :

UN NEWS, “Equality drive launched by African women leaders at landmark conference”, 14 février 2023.

Nobel Women’s Initiative website, “The International Conference on Women Transformational Leadership”

ACTUALITÉS INTERNATIONALES & FÉMINISTES

CANADA

Les footballeuses canadiennes interdites de faire grève pour dénoncer les inégalités de traitement dans le sport

Dimanche 12 février, l'équipe féminine de football canadienne est forcée d'arrêter la grève qu'elle avait entreprise seulement un jour plus tôt, menacée par la Fédération d'entamer des poursuites judiciaires à leur encontre. Cette grève était signe de protestation contre les inégalités de traitement entre leur équipe féminine et l'équipe masculine, cette dernière bénéficiant notamment de beaucoup plus de financements.

La grève a été considérée comme illégale par la Fédération de football canadienne, qui a notamment craint que les joueuses ne se rendent pas à la SheBelieves Cup, en préparation de la Coupe du monde de football. Non seulement la Fédération a menacé l'équipe de les poursuivre en justice si elles ne se présentaient pas sur le terrain, mais également de faire peser des retenues financières qui impacteraient lourdement les joueuses personnellement et collectivement.

Dans un communiqué de presse, les joueuses affirment n'avoir d'autre choix que de céder et de retourner à l'entraînement, jouer le prochain match contre les Etats-Unis et se préparer pour la Coupe du monde. En effet, a contrario de leurs homologues masculins, les footballeuses ne perçoivent pas assez d'argent pour se permettre d'encaisser des pertes de financements et de rémunérations de la part de leur Fédération, encore moins une action en justice.

Les joueuses disent pourtant continuer la lutte contre les inégalités de traitement. En effet, la capitaine de l'équipe, Christine Sinclair, déplore que l'équipe masculine a bénéficié de l'équivalent de 7 millions d'euros pour l'année 2021, contre 5 pour l'équipe féminine. Le problème ne réside pas seulement dans la rémunération des joueuses comparé à l'équipe masculine, mais bien les différences d'investissements politiques et financiers dès l'enfance pour que les filles puissent elles aussi pratiquer des sports d'équipe.

En effet, les stéréotypes de genre imposent aux petites filles des sports plutôt artistiques et en individuel, a contrario des garçons qui pratiquent des sports d'équipe, tels que le foot ou le rugby. Les inégalités entre les hommes et les femmes à l'âge adulte trouvent donc leurs sources dans l'enfance, et doivent être réglées par le haut et par des financements massifs vers des programmes qui promeuvent les filles dans le sport.

L'histoire des joueuses canadiennes fait écho aux événements récents impliquant la participation compromise de Clarisse Crémer au Vendée Globe, alors même qu'elle est considérée comme la skippeuse la plus rapide du monde, à cause de sa grossesse. A l'approche des Jeux Olympiques de Paris de 2024, la question de la rémunération des sportives se pose plus que jamais dans le cadre français et international.

Sources :

L'Obs, "Les footballeuses canadiennes contraintes de mettre fin à une grève dénonçant les inégalités femmes hommes", 12 février 2023.

TV5Monde, "Football féminin : les Canadiennes contraintes de mettre fin à leur grève", 11 février 2023.

ACTUALITÉS INTERNATIONALES & FÉMINISTES

ESPAGNE

40% de femmes nominées à la cérémonie des Goyas

Il y a eu 40% de femmes nominées pour 60% d'hommes ; pas encore paritaire mais une avancée notable pour le milieu cinématographique.

Malgré tout, certain.es demandent à rester vigilant.es. Ainsi, lors de sa remise de son Goya de meilleure actrice pour un second rôle, l'actrice Susi Sánchez demandait d'ouvrir plus de portes : « nous ne pouvons pas les ouvrir toutes seules. Nous sommes la moitié, et l'autre moitié c'est vous compagnons. [...] On nous a ouvert seulement les portes de la cuisine et de la chambre. Nous avons beaucoup à offrir, et nous voulons le faire à vos côtés ».

En effet, le milieu du cinéma est encore très enclin au sexisme et à la culture masculiniste. Selon le rapport "Cinégalités" issu de l'étude du Collectif 50/50, les personnages féminins restent encore sous représentés sur grands écrans. Aux Etats-Unis, 34% des personnages sont des femmes mais pour la plupart, elles sont le miroir des stéréotypes de genre qui pèsent sur la société : jeunes, blanches et présentées dans leurs foyers plutôt que dans un contexte professionnel. Une telle image s'explique notamment par le faible nombre de femmes dans le milieu du cinéma. Entre 2016 et 2020, elles représentent 21% des réalisateur.rices en Europe dont la moitié n'ont réalisé qu'un seul long métrage (selon l'Observatoire européen de l'audiovisuel). De plus, selon la même étude, 25% des scénaristes et 30% des producteurs.rices sont de sexe féminin.

Cette disparité est en proie à du changement même si les œuvres réalisées par des femmes ne sont pas toujours récompensées. Ainsi, Nos Soleils de Carla Simón, a été le troisième film le plus nominé aux Goya 2023 mais, sur les 11 nominations, il n'a reçu aucun prix. Il est pourtant un film phare de cette année et représentera l'Espagne aux Oscar 2023. Les femmes sont présentes dans la salle à la place des nominé-es, ce qui est une avancée, mais montent rarement sur scène chercher un quelconque prix.

Toutefois, certaines catégories mixtes s'ouvrent vers une reconnaissance des femmes dans l'industrie. Le Goya d'honneur international a ainsi été décerné à une actrice française, Juliette Binoche. L'année dernière, il rendait hommage à une grande actrice, cette fois-ci hollywoodienne puisqu'il s'agit de Cate Blanchett.

La cérémonie des Goya a aussi été l'occasion de rappeler que le cinéma est un outil de communication direct sur les enjeux sociétaux. La réalisatrice Isabel Coixet a ainsi choisi de troquer les grandes robes de hautes maisons de couture pour porter une veste avec la mention "Women life freedom" et un portrait de Masha Amini peint à la main dans le dos. La cinéaste est d'ailleurs nominé dans la catégorie "meilleure documentaire" pour "El techo amarillo" (le plafond jaune) qui a pour thème la dénonciation des violences sexuelles.

Sources :

Les Nouvelles News, "Une présence féminine remarquée à la Cérémonie des Goyas", 13 février 2023.

Site internet de l'Observatoire Européen de l'Audiovisuel

Collectif 50/50, "Cinégalités. Qui peuple le cinéma français?"

ACTUALITÉS INTERNATIONALES & FÉMINISTES

NIGERIA

Elections présidentielles nigériennes : une sous-représentation féminine alarmante

Le 25 février 2023 prochain se tiendront les élections présidentielles, législatives et sénatoriales au Nigeria. Pourtant, sur les 18 candidats à la présidentielle, une seule femme est en campagne.

En effet, bien que le Nigeria soit le pays le plus peuplé d'Afrique, il fait partie de ceux avec le plus faible taux de femmes en politique. Selon le classement Parline de l'Union interparlementaire dénombrant le pourcentage de femmes dans les parlements nationaux, au 1er février 2022, le Nigeria est à la 184ème place parmi les 187 pays recensés. Ainsi, lors des dernières élections en 2019, seulement 13 femmes ont obtenu l'un des 360 sièges de la Chambre des représentants et 8 sur 109 sénateurs sont sénatrices.

Les prochaines élections risquent de déplorer davantage la représentation des femmes en politique puisque seulement 92 femmes sur 1101 candidats sont en lice au Sénat et 288 parmi les 3122 candidats aspirent à la Chambre des représentants.

Pourtant, ces écarts ne sont pas récents. Lors des élections présidentielles de 2015, Remi Sonaiya, alors âgée de 60 ans, était elle aussi la seule femme candidate. La politicienne Sarah Jibril s'est quant à elle présentée quatre fois à cette élection, sans succès. Pour Remi Sonaiya, se présenter est une façon d'indiquer que "les femmes ne peuvent continuer à n'être que des supportrices dans ce pays !".

Malheureusement, sa contrariété résonne encore aujourd'hui puisqu'en mars 2022, cinq projets de loi "sur l'égalité des femmes-hommes" visant à inscrire des mesures égalitaires dans la Constitution ont tous été rejetés par le Parlement. Malgré le soutien de nombreuses associations et des semaines d'occupation devant la Chambre des représentants, la proposition d'attribuer des sièges spéciaux aux femmes et des quotas dans les nominations ministérielles ont été refusées. Selon Ebere Fendu, présidente du Women in Politics Forum, "le peuple était de notre côté, mais les parlementaires ont voté contre" (interview donnée à Les Glorieuses).

Le chemin des femmes en politique est non seulement semé d'embûches idéologiques et financières, mais elles s'exposent aussi à des dangers très concrets. La candidate aux primaires de son parti politique, Tolulope Akande-Sadipe, se confie à l'AFP concernant l'agression de ses attachés de presse dans son bus de campagne : "la violence électorale est bien réelle et elle me vise davantage parce que je suis une femme".

Pour de nombreuses candidates, la participation des femmes à la politique est un atout majeur pour faire face à l'aggravation de l'insécurité et la crise économique que traverse le pays depuis quelques années. Mais cela ne semble pas être la vision des dirigeants du pays...

Sources :

Le Monde, "Au Nigeria, le parcours du combattant des rares femmes candidates aux élections", 14 février 2023.

Causette, "Nous devons nous battre pour nous-mêmes", la campagne pour inscrire l'égalité femmes-hommes dans la Constitution au Nigeria", 21 mars 2022.

Africa News, "Nigeria : des femmes en croisade pour se faire élire", 16 février 2023.

RECAP MARDI DE LA CLEF

Le 7 février 2023 sur Zoom

"On ne naît pas femme mais on en meurt" : le continuum de violences contre les femmes

Le féminicide désigne le fait de tuer une femme, parce qu'elle est une femme. Ce crime révèle la violence systémique du patriarcat à l'encontre des femmes, qui peut aller jusqu'à leur mort, rappelle **Céline Thiebault-Martinez, Présidente de la CLEF**.

En 2016, le **Collectif Féminicides par Compagnons ou Ex** s'est créé afin de réaliser un recensement exhaustif des féminicides. Une représentante du collectif a, sous anonymat, expliqué la méthode : les féminicides sont trouvés dans la presse, il s'agit donc d'un chiffre à minima qui dépend d'une limite médiatique. Un recensement était réalisé depuis 2006 par la Délégation aux Victimes rattachée au ministère de l'Intérieur, mais sans explication de contexte et sans nom sur les victimes. L'objectif est donc de nommer le féminicide pour combattre les qualifications de « crime passionnel » ou « drame familial » omniprésents. Ce travail difficile et rigoureux fait l'objet de pressions importantes, notamment des mouvements masculinistes qui réfutent le terme de féminicide.

Au-delà de ce travail de décompte et de nomination, **Emmanuelle Rivier**, avocate au barreau de Paris spécialisée dans le domaine des violences conjugales, rapporte le besoin urgent de formation pour le personnel des tribunaux, et notamment pour les avocats. Elle a elle-même mis en place une formation initiale pour former les avocats à la spécificité de ce que cela signifie d'accompagner des victimes de violences conjugales. La justice française fait défaut à de nombreuses femmes victimes : 80% des plaintes sont classées sans suite (quand le commissariat a accepté de prendre la plainte ce qui est loin d'être systématiquement le cas). Des solutions sont envisagées, notamment des juridictions spécialisées afin d'avoir la garantie que le dossier soit traité par des magistrats sérieusement formés.

ONU Femmes France, représenté par Carlotta Gradin, fait du plaidoyer pour davantage d'investissements financiers et politiques. L'objectif est d'adopter une stratégie globale, et à toutes les étapes : du dépôt de plainte jusqu'à l'accompagnement des femmes après le verdict. L'Espagne est souvent prise en exemple pour les politiques mises en œuvre pour lutter contre les féminicides, avec une série de dispositions adoptées en 2004 sur les violences de genre et la mise en place d'un dispositif multidisciplinaire. Bien qu'on ne puisse pas calquer le dispositif espagnol en France, puisqu'il s'agit de systèmes juridiques et judiciaires distincts, nombre d'associations demandent à s'en inspirer.

Dans cette perspective de prise en charge globale des violences faites aux femmes, la place des entreprises est centrale. **Elisabeth Rivier**, entre autres directrice des relations avec la société civile auprès d'ENGIE et engagée dans de nombreuses organisations et institutions, assure qu'il faut aller au-delà de la croyance que les violences conjugales sont de l'ordre du personnel qu'il faudrait différencier de la vie professionnelle. Les confinements successifs liés à la pandémie ont brouillé ces deux sphères, ce qui rend d'autant plus intenable cet argument de binarité. Elle a elle-même été à l'initiative de plusieurs avancées concrètes ; faire apparaître le numéro 3919 sur toutes les factures d'ENGIE, permettre aux femmes reconnues victimes de violences conjugales de débloquer l'épargne salariale... En bref, l'entreprise peut-être un pilier important pour accompagner ces victimes, tout en envoyant un message clair aux partenaires commerciaux et financiers, ainsi qu'aux futur-es employé-es.